



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

3^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2020

(Avril-juin 2020)

Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE	2
II.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
	II.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
	II.2 L'ÉCONOMIE HAITIENNE.....	5
III.	LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU 3 ^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020.....	8
IV.	LES AGRÉGATS MONÉTAIRES AU 3 ^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020.....	10
V.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE.....	11
VI.	PERSPECTIVES.....	14

I. VUE D'ENSEMBLE

La conjoncture économique au 3^{ème} trimestre de l'exercice fiscal a continué d'être principalement marquée par les effets de la pandémie de Covid-19. Ainsi aux États-Unis, les espoirs d'une reprise rapide durant l'été se sont amenuisés alors que les économies de la Zone Euro ont affiché une sévère contraction. Le recul de l'activité dans les principales économies et ses effets sur la demande ont continué de plomber les cours de nombreuses matières premières, notamment le pétrole et les denrées alimentaires. Les effets négatifs de la pandémie ont également persisté en République Dominicaine, portant ainsi les autorités à adopter un plan de soutien sans précédent à l'économie.

Sur le plan national, le secteur agricole a été négativement affecté par une pluviométrie à la fois faible et irrégulière, alors que les secteurs secondaire et tertiaire ont continué de subir les effets combinés de la situation sociopolitique incertaine et de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Toutefois, en dépit des craintes d'une chute brutale, les transferts officiels des haïtiens de l'extérieur ont gardé une relative bonne tenue. Toutefois, cela n'a pas empêché l'accélération de la dépréciation de la gourde dans un contexte d'accroissement des besoins de financement de l'État auprès de la Banque Centrale. C'est dans cet environnement que la BRH a maintenu les mesures adoptées fin mars en vue de faire face aux effets de la pandémie tout en jetant les bases d'un encadrement plus efficace du fonctionnement des maisons de transfert et du marché des changes.

II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

II.1 L'ECONOMIE MONDIALE

La Covid-19 a provoqué la pire récession économique jamais observée dans le monde depuis la Grande Dépression. Aux États-Unis, l'environnement économique a pâti d'un ralentissement brutal accompagné d'importantes perturbations sur le fonctionnement des agents économiques. Les estimations de la Réserve Fédérale (Fed) d'Atlanta pour la période avril-juin 2020 misent sur une contraction du Produit Intérieur Brut (PIB) d'environ 46% en rythme trimestriel. L'effondrement du PIB américain est concomitant à la paralysie des activités non essentielles dans plusieurs États. De ce fait, la consommation des ménages et les investissements privés, deux composantes majeures du PIB, devraient chuter respectivement de 50% et de 44% sur la période. La baisse des activités s'est également traduite par une hausse du taux chômage de 4,4% en mars 2020 à 14,7% en avril et à 13,3%

en mai. Le gouvernement fédéral a, par ailleurs, maintenu son plan de riposte de 2 300 milliards de dollars d'aide aux ménages et familles affectées par la crise tout au long du trimestre. En ce qui a trait à la politique monétaire, la Fed a opté pour une orientation expansionniste axée sur des taux directeurs faibles (entre 0% et 0,25%) et le rachat massif de titres financiers.

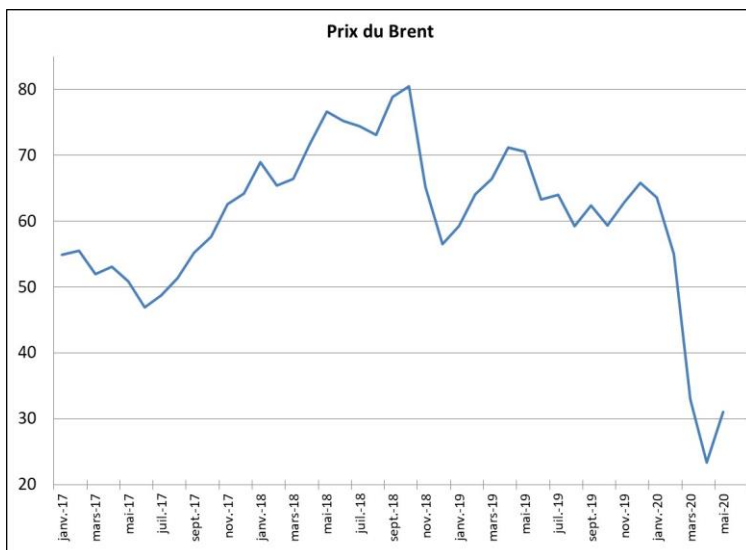
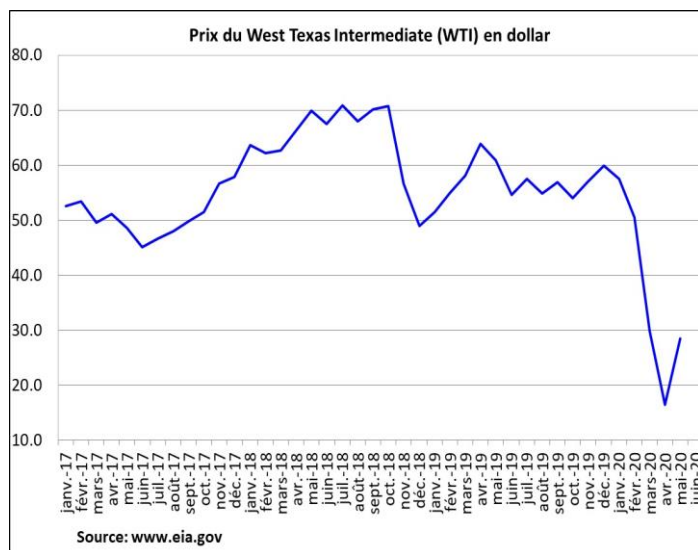
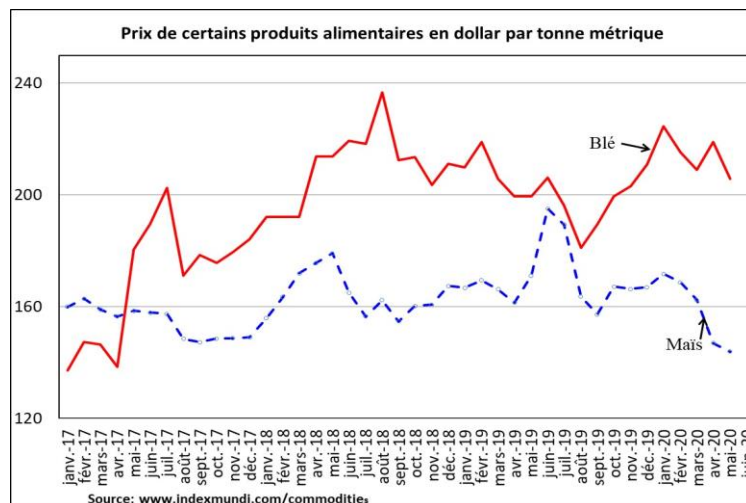
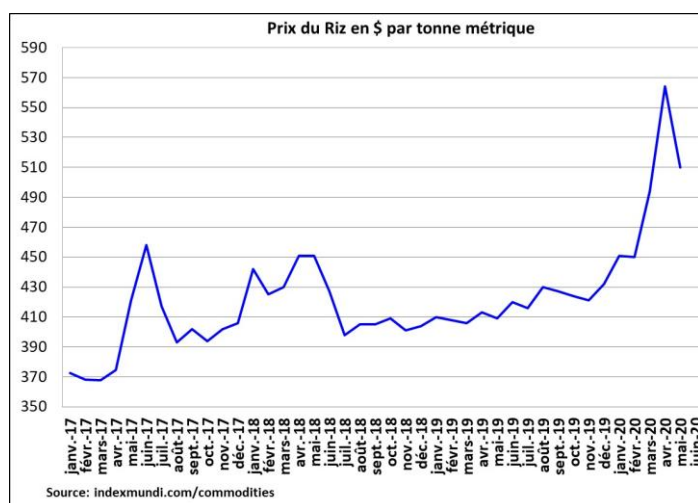
Dans la Zone Euro, les indicateurs prospectifs de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) anticipent un recul de 49% du PIB en rythme trimestriel, contre 14% pour le deuxième trimestre 2020. En effet, les mesures de confinement ont sévèrement entravé les dépenses de consommation dans la zone. L'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne devront ainsi se contracter respectivement de 43%, 55%, 52% et 57% sur le trimestre. En support aux plans de relance nationaux, la Commission Européenne compte lever 750 milliards d'euros sur les marchés financiers au profit des pays sévèrement touchés par la pandémie. Sur la même lancée, la Banque Centrale Européenne (BCE) a augmenté son portefeuille dédié au rachat de titres de 600 milliards d'euros suite à sa réunion de politique monétaire du 4 juin 2020. À côté des taux d'intérêt faibles et du relèvement du plafond de refinancement des banques commerciales auprès de la BCE, cette dernière décision a mis en place un dispositif robuste pour le retour célère de la croissance économique dans la Zone Euro.

D'un autre côté, l'Indicateur Mensuel d'Activité Économique (IMAE) en République Dominicaine a chuté de 13,6% en mai 2020, soit une contraction moins prononcée que la croissance annuelle de -29,8% enregistrée le mois précédent. Cette atonie de l'économie dominicaine s'explique par l'arrêt des activités suite à la mise en place des mesures de confinement sur tout le territoire. De ce fait, le secteur touristique s'est retrouvé en situation de quasi-inactivité pour le trimestre en cours. Évalué à 464 153 en moyenne pour les trois mois précédents, le flux des voyageurs non résidents arrivés par voie aérienne est tombé à 217 en avril 2020 et 394 en mai et 1021 en juin, soit une moyenne de 544 voyageurs. Face à cette situation, la Banque Centrale de la République Dominicaine a maintenu le taux directeur inchangé à 3,5% tout au long de la période, afin de revigorer le marché du crédit intérieur. Elle entend également canaliser 20 milliards de pesos vers les secteurs du tourisme, de l'industrie tournée vers l'exportation et de la construction. De surcroît, l'institution envisage de dégager un portefeuille additionnel de 120 milliards de pesos et de 622 millions de dollars ÉU pour atténuer l'impact économique de la pandémie sur la République Dominicaine.

En ce qui a trait aux cours des produits alimentaires de base, l'indice FAO a évolué à la baisse jusqu'au mois de mai avant d'afficher un léger rebond de 2,4% au mois de juin pour se chiffrer à une moyenne de 93,2. Sur le trimestre, l'indice du mois de juin continue d'être en baisse de 2% par rapport celui du

mois de mars reflétant ainsi l'impact négatif de la pandémie sur la demande des produits alimentaires. Au niveau des différentes composantes de l'indice, ce comportement résulte de la baisse des prix des céréales (-4,32%), de la viande (-3,25%) et du lait (-0,82%) alors que les huiles végétales et le sucre affichent des hausses respectives de 1,29% et 1,49%.

S'agissant des produits pétroliers de référence, les cours ont chuté drastiquement en avril 2020 avant de repartir à la hausse le mois suivant. L'entente sur la réduction de la production mondiale conclue entre les principaux producteurs a été contrebalancée par la baisse de la demande mondiale induite par la pandémie. Ainsi, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) est passé de 29 dollars ÉU en mars 2020 à 17 dollars en avril 2020 pour enfin retourner à 29 dollars ÉU en mai 2020. Similairement, le baril du Brent s'est établi à 32 dollars ÉU, 18 dollars ÉU et 29 dollars ÉU respectivement en mars 2020, avril 2020 et mai 2020.



II.2 L'ECONOMIE HAÏTIENNE

Sur le plan national, l'activité économique a été marquée par un double effet. D'un côté, l'agriculture a affiché une performance en deçà de la moyenne, fruit d'une pluviométrie plus faible et plus irrégulière que d'habitude. De l'autre côté, les secteurs secondaire et tertiaire ont poursuivi leur ralentissement à la faveur des effets de la pandémie et d'un environnement sécuritaire encore volatil. En effet, au niveau agricole, les principales denrées récoltées au printemps, comme le maïs et les haricots, ont continué à souffrir du déficit hydrique observé depuis fin mars. Parallèlement, les activités de labours et de semis ont été retardées, pour ces mêmes raisons, dans le Nord-Est, le Nord-Ouest, le Plateau Central, le Haut-Artibonite et les Nippes.

Quant au secteur secondaire, il a pâti aussi bien de la baisse de la demande pour le textile destiné à l'exportation que de la fermeture proprement dite de nombreuses usines d'assemblage. En dépit de la réouverture progressive de plusieurs de ces usines et la reconversion d'une partie de leur production vers les équipements de protection personnelle, l'activité du secteur demeure largement en deçà de celui du mois de mars 2020. En effet, l'emploi dans le secteur de l'assemblage au mois d'avril se chiffrait à 36 885 postes, soit 67% du niveau du mois de mars, alors que les exportations du secteur pour ce même mois correspondaient à 32% du montant du mois de mars, soit 28,8 millions de dollars EU.

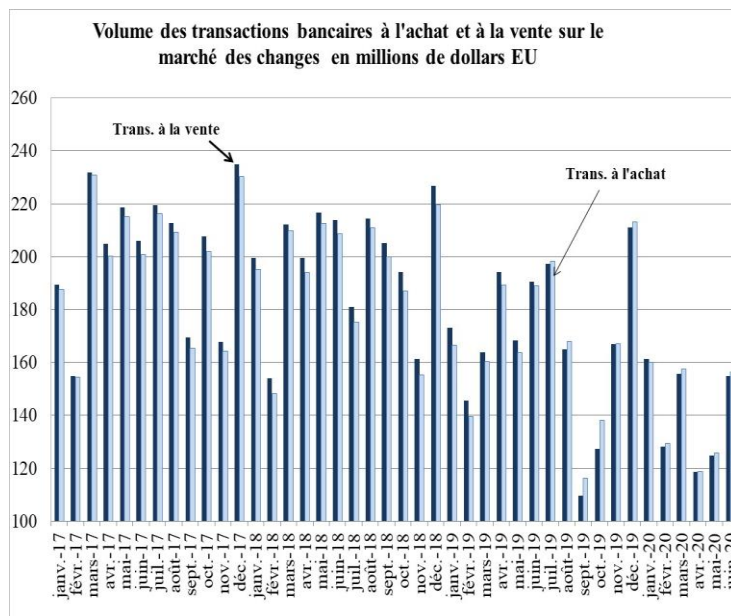
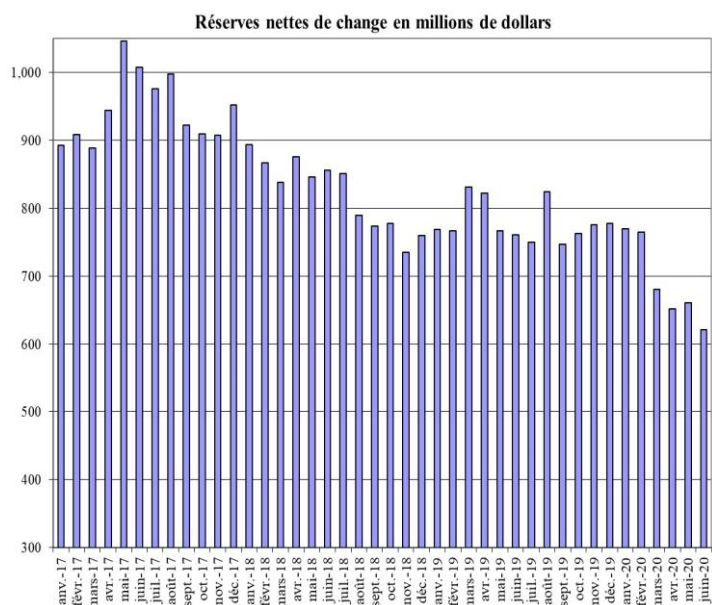
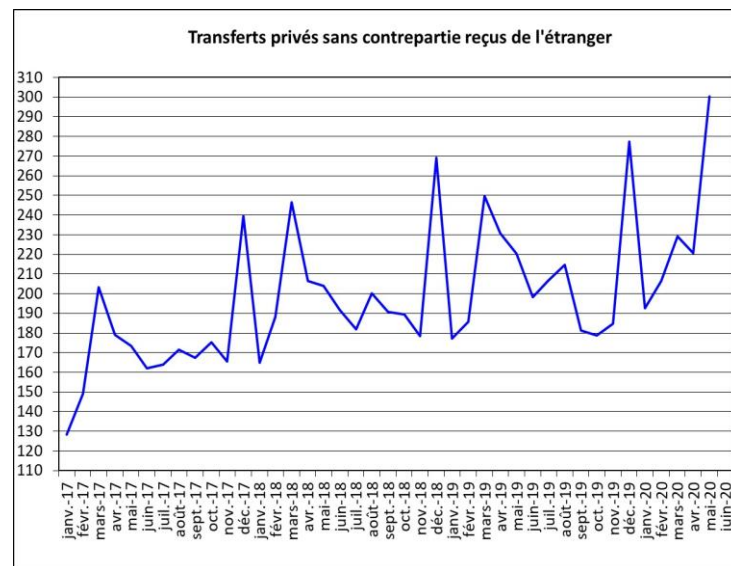
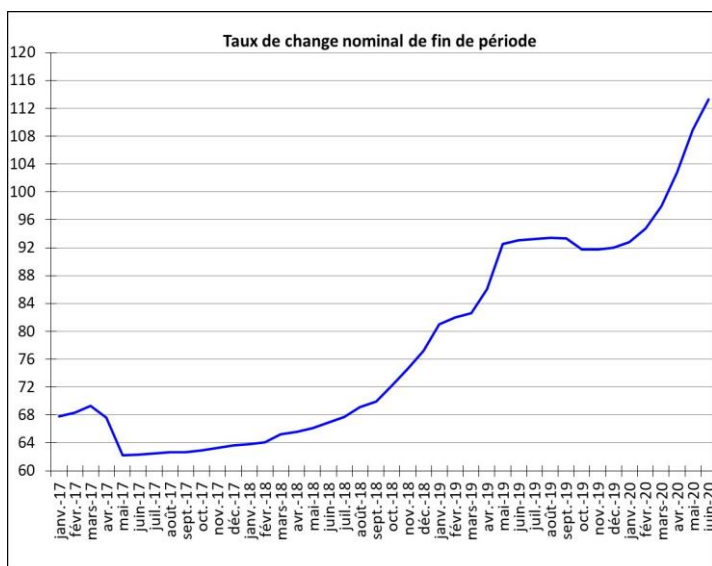
Au niveau du secteur tertiaire, une poursuite de la baisse de l'activité a été observée, avec l'arrêt quasi complet des activités dans une branche comme l'hôtellerie et un recul marqué dans celles de la restauration, du transport et du divertissement. À noter que les effets de la pandémie sont venus ici se greffer à ceux de l'incertitude sociopolitique et de la situation sécuritaire, lesquelles plombaient déjà fortement l'investissement et la croissance depuis le début de l'exercice fiscal.

En ce qui concerne les prix, la baisse de l'offre alimentaire locale, combinée à la progression du financement monétaire et à la dépréciation de la monnaie locale ont contribué à alimenter les pressions inflationnistes. Ainsi, le taux d'inflation annuel s'est établi à 23,4% au mois de mai, en hausse de 1,40 point de pourcentage par rapport à mars 2019. En rythme mensuel, l'inflation a été de 2,29% en mai contre 1,73% en mars, affichant à date une moyenne de 1,82% sur l'ensemble de l'exercice.

Pour ce qui est du secteur externe, les données disponibles pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 indiquent un recul du déficit commercial, une hausse des transferts privés officiels reçus de

l'étranger ainsi qu'une accélération de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain. En effet, au cours des sept premiers mois de l'exercice, le déficit commercial a atteint 1,37 milliard de dollars ÉU, en baisse de 27,40 % par rapport à la même période de l'exercice antérieur. Pendant la période considérée, les importations ont ainsi reculé de 24,81 % à 1,93 milliard de dollars ÉU à la faveur d'une combinaison de la baisse combinée de l'activité et de la facture pétrolière. Quant aux exportations, elles ont baissé de 17,55 % à 555,79 millions de dollars ÉU, en raison d'une demande externe en berne durant la pandémie et des fermetures d'usines par les autorités mentionnées plus haut. De ce fait, les exportations d'avril 2020 se sont chiffrées à 35,52 millions de dollars ÉU, ce qui représente une chute de 64,53 % par rapport au niveau du mois de mars.

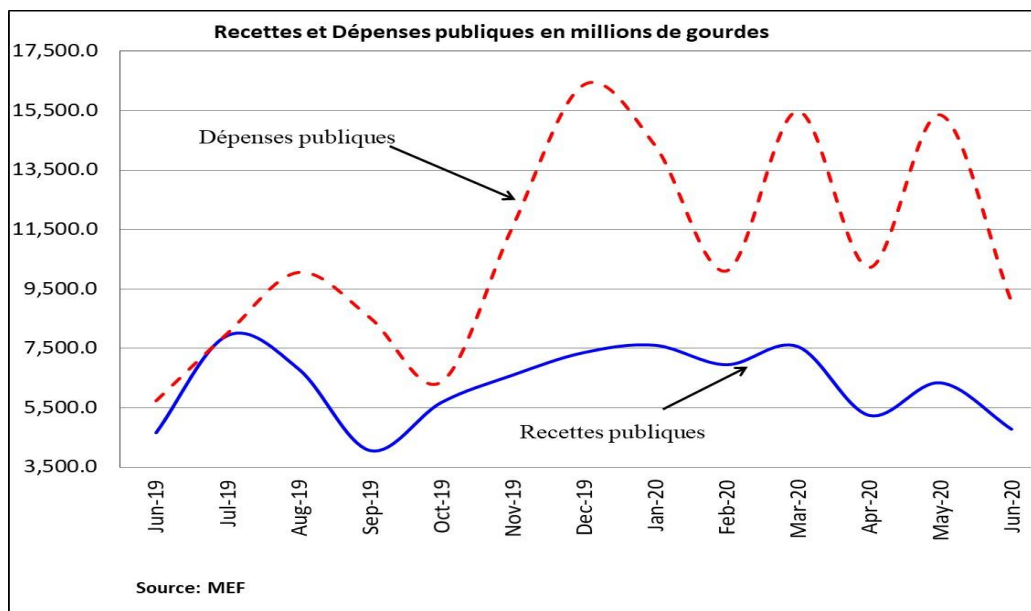
Par ailleurs, les transferts privés passant par les canaux formels ont progressé de façon substantielle sur le trimestre. Ils ont ainsi affiché une croissance de 31% par rapport au trimestre précédent et de 27% par rapport à la même période de l'an dernier. Néanmoins, il convient de reconnaître que les transferts informels tout comme les dépenses des visiteurs en dollars ont quasiment disparu avec l'arrêt des vols commerciaux entre Haïti et l'étranger, alimentant parallèlement une rareté du numéraire en devise américaine. C'est dans cette conjoncture que le taux de change de référence de fin de période a crû de 15,66% pour se chiffrer à 113,31 gourdes au 30 juin. Tenant compte des développements observés au niveau du secteur externe, la dépréciation de la monnaie nationale sur le trimestre résulte surtout d'une combinaison des impacts de la situation des finances publiques et des anticipations négatives des agents économiques.



En ce qui a trait aux finances publiques, la situation est marquée par une variation à la baisse des recettes et une augmentation des dépenses de l'Etat par rapport au deuxième trimestre de l'exercice. En effet, au cours du troisième trimestre 2019-2020, les taxes et impôts perçus par l'Etat haïtien ont atteint 19 345,65 MG soit un recul de 12,45% par rapport au deuxième trimestre. Les dépenses quant à elles ont affiché une augmentation de 10,41 %, pour se chiffrer à 46 923,17 MG.

Considérées de façon cumulée, les recettes d'octobre 2019 au 30 juin 2020 ont affiché un montant de 61 071,65 MG, en hausse de 6,44% par rapport à la même période de l'exercice fiscal précédent. Quant aux dépenses cumulées, elles ont totalisé 106 856,62 MG, en progression de 41,06% par rapport à un an auparavant.

Sur le trimestre, la baisse des recettes, combinée à la progression des dépenses, a entraîné une augmentation des besoins de financement de l'Etat auprès de la Banque Centrale caractérisée. En effet, le financement monétaire s'élève à 34 037,02 MG au 30 juin 2020 contre 28 759,00 MG au 31 mars 2020. Quant aux billets de trésorerie, leur encours a atteint 17 337 MG au 30 juin 2020, contre 12 961 MG au 30 mars 2020.



III- DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 3^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2020

Dans un contexte marqué par des incertitudes et des anticipations négatives sur l'environnement socio-économique, la Banque Centrale a maintenu l'ensemble des mesures visant à mitiger les impacts néfastes que pourrait avoir la Covid-19 sur les activités économiques. Les taux sur les bons BRH ont ainsi été maintenus inchangés depuis le 23 mars 2020 à 10%, 6% et 4% respectivement pour les maturités de 91, 28 et 7 jours. Toutefois, avec la poursuite des émissions des billets de trésorerie par le Gouvernement, l'encours des bons BRH a diminué de 41,17% sur le trimestre pour s'établir à 10 612 MG au 24 juin 2020. De même, le taux de mise en pension a été maintenu à 17%.

Par ailleurs, la Banque Centrale a gardé le taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes pour les banques commerciales à 40% et à 28,5% pour les banques d'épargne et de logement (BEL). Quant aux coefficients sur les passifs en dollars, ils ont été maintenus à 51,0% et 39,5% respectivement pour les banques commerciales et les banques d'épargne et de logement avec un taux de couverture en gourde de 12,5%.

En plus des décisions susmentionnées, le moratoire adopté fin mars sur les remboursements du capital est entré en vigueur pour les débiteurs du système qui le souhaitent. Il en est de même, pour l'exemption de constitution de provisions spécifiques sur les prêts sains au 31 mars 2020 sur une période d'un an. Parallèlement, les retards de paiement sur toutes les créances, notamment ceux sur les cartes de crédit durant la période du moratoire, n'ont pas été pénalisés. De même, les réalisations de garanties sur les prêts hypothécaires ont été suspendues sur l'étendue du trimestre. Par ailleurs, au cours du troisième trimestre, la BRH a procédé à une vente nette de 52,79 millions de dollars ÉU sur le marché des changes afin de limiter les fortes fluctuations du cours du dollar américain.

La Banque Centrale a également pris des dispositions pour renforcer la formalisation des opérations de change sur le territoire national, notamment celles liées au paiement des transferts à leurs bénéficiaires. En effet, les banques et les maisons de transfert seront tenues de payer les transferts internationaux en monnaie étrangère, si le bénéficiaire reçoit les fonds sur son compte bancaire, ou en gourde si le bénéficiaire requiert le paiement en numéraire. Toutefois, les paiements en gourdes se feront au taux de référence publié par la BRH quotidiennement. Cette décision a été motivée aussi bien par la rareté de numéraire en dollars que par le versement accru des transferts en gourdes à des taux hors marché par des sous-agents de maison de transfert.

Pour ce qui est de la rareté de numéraire dollar, elle est le fruit d'un choc simultané d'offre et de demande de billets dollars. Du côté de l'offre, le flux entrant de billets dollars a été négativement affecté par le tarissement du nombre de visiteurs venant de l'étranger depuis au moins deux ans, suivi de l'arrêt officiel du transit international de passagers dans le cadre des réponses à la pandémie de Covid-19. Ainsi, avec 67 078 visiteurs entre octobre 2019 et mars 2020, le nombre de visiteurs représentait moins du tiers des passagers entrants pour la même période, deux ans plus tôt. Or, les visiteurs en provenance de l'étranger étaient à l'origine d'une part importante des dépenses effectuées en billets dollars aussi bien que des transferts informels en liquide.

À cet aspect, il convient d'ajouter l'incapacité des banques commerciales locales à accéder au service de transport international de numéraire en dollars, suite aux mesures de « de-risking » touchant leurs banques correspondantes à l'étranger. Pour ce qui est de la demande de monnaie fiduciaire en dollars, il faut mentionner que le commerce transfrontalier avec la République Dominicaine se réalise en grande partie en cash et alimente la sortie de billets dollars de la circulation domestique. De plus, dans un contexte marqué par l'incertitude, les agents économiques ont généralement tendance à renforcer leur préférence pour la détention de monnaie fiduciaire.

Dans ce contexte de faible disponibilité du numéraire en dollars, le versement en gourdes à des taux hors marché s'est rapidement répandu, engendrant ainsi de nombreuses plaintes des consommateurs aussi bien en Haïti que dans la diaspora. L'économie haïtienne risquait ainsi de perdre ses deux plus gros correspondants étrangers en termes de transferts avec des conséquences négatives sur la situation économique et financière, ainsi que sur l'image du pays en général. Il s'agit là d'un risque opérationnel que la BRH se devait d'adresser, en mettant en place les balises devant accompagner le paiement des transferts en gourdes.

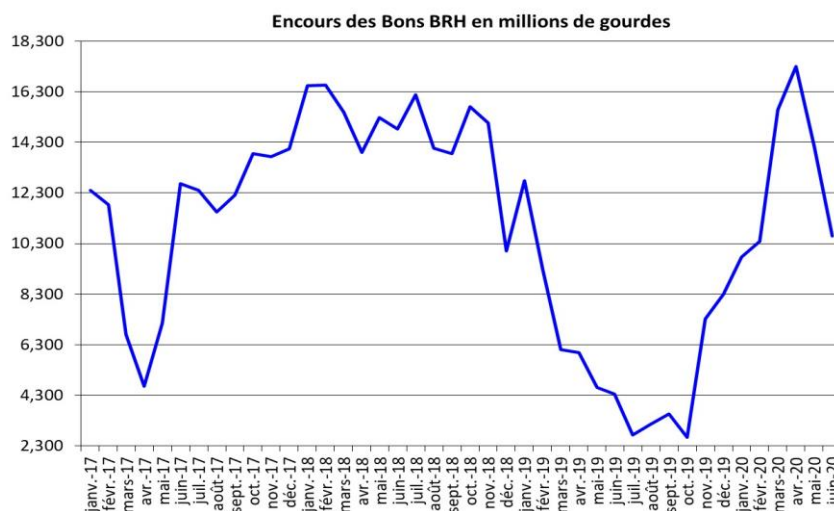
IV- LES AGREGATS MONETAIRES AU 3^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2020

Pour ce qui concerne la situation monétaire, la poursuite des recours de l'État au financement de la Banque Centrale a accentué l'expansion des différents agrégats. En effet, les données préliminaires du mois de juin 2020 indiquent une progression de 6,25% de la base monétaire au sens restreint par rapport à mars 2020 contre une relative stabilité au trimestre précédent (+0,44%). Cette accélération du rythme de progression de la monnaie centrale au sens strict reflète particulièrement le comportement de la monnaie en circulation dont la variation trimestrielle s'est inscrite à 13,1% contre -4,3% un trimestre plus tôt. Les dépôts en gourdes des banques commerciales ont de leur côté régressé de 1,27% sur la période. Cette situation traduit non seulement la persistance des pressions inflationnistes dans l'économie, mais aussi une accentuation des préférences pour le cash compte tenu des contraintes liées aux transactions bancaires dans le contexte de la pandémie. Ainsi, l'informalité des transactions persiste en dépit des mesures prises par les Autorités Monétaires pour favoriser l'usage des moyens de paiement électroniques et limiter la transmission potentielle du coronavirus via les pièces et billets de banque. Quant à la base monétaire au sens large, elle a également crû à un rythme plus prononcé, soit 14,03% contre 5,7% au trimestre antérieur sous l'impulsion de la croissance de 30,15% des dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH, laquelle traduit aussi bien un effet change (+15%) qu'un effet volume (+13%).

Au niveau des sources de la base monétaire, la tendance à la hausse des créances nettes sur l'État a été maintenue, leur variation s'étant inscrite à 6,03 % contre 7,04% au trimestre précédent, dans un contexte où les réponses à la crise sanitaire induisent une intensification des dépenses publiques. Parallèlement, les avoirs extérieurs nets de la BRH convertis en gourdes ont enregistré une progression de 23,68%, soit une accélération de 23 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, laquelle traduit surtout un effet change, car évalués en dollars, ces avoirs n'ont augmenté que de 7%.

S'agissant de la masse monétaire, les données remontant au mois de mai 2020 indiquent une croissance de 10,17% de l'agrégat M3 par rapport à mars 2020 pour s'établir à 447,77 milliards de gourdes après une augmentation de 5,3% au 2ème trimestre. Une hausse concomitante des dépôts en gourdes et de ceux en dollars exprimés en monnaie locale (+14,3%) a été observée, ces derniers ayant surtout subi un effet change puisque leur volume n'a crû que de 2%.

Du côté des contreparties de M3, les avoirs extérieurs nets du système bancaire libellés en gourdes ont augmenté de 12 %, une évolution imputable essentiellement à la hausse de 11,2 % du taux de change sur la période. En volume, ces avoirs sont donc restés peu dynamiques (+0,73%) avec une hausse de 2,9% au niveau des banques commerciales alors que ceux de la BRH ont diminué de 0,4%, avec la poursuite des interventions visant à soutenir l'offre sur le marché des changes. Parallèlement, le rythme de progression des créances du système bancaire sur le secteur public s'est accentué, s'inscrivant à 12,5% entre mars et mai 2020 (contre 10,56% au 2ème trimestre), les besoins de financement de l'Etat ayant considérablement augmenté face aux défis liés à la Covid-19. Le crédit au secteur privé, pour sa part, a continué de pâtir de la dégradation du climat des affaires. Entre fin mars et fin mai, les créances sur le secteur privé ont crû de 7,2%, une progression qui reflète principalement l'effet de la hausse du taux de change sur les créances en dollars vu que la variation du taux de change a été de 11,20% sur la période.



V- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE

Les données disponibles sur le système bancaire au mois de mai 2020 font état, entre autres, d'un relatif recul de l'intermédiation bancaire, d'une baisse de la qualité de l'actif, alors que la rentabilité affiche une baisse en glissement annuel contre une légère amélioration en variation mensuelle. Du côté des emplois,

l'actif a augmenté de 8,8 % par rapport au 30 mars 2020 pour s'établir à 465,6 milliards de gourdes au 31 mai 2020. Cette hausse de l'actif est tributaire de la progression simultanée de l'encours des bons du Trésor et des avoirs à l'étranger de 34,7 % et de 32,7 % respectivement. Par ailleurs, il importe de noter la hausse du portefeuille de prêts nets, lequel a crû de 6% sur la période sous étude. Toutefois, cet accroissement du portefeuille de prêts nets reflète surtout l'effet de la hausse du taux de change sur les prêts en devises exprimées en gourdes. En effet, ces derniers ont crû de 8,6 % alors que le taux de change de fin de période a accusé une variation de 11,20% entre mars et mai 2020.

Parallèlement, les ressources du système bancaire au cours de la période sous étude ont été marquées par une augmentation des dépôts qui se sont établis à 382 milliards de gourdes contre 348,2 milliards de gourdes au 31 mars 2020, ce qui correspond à une hausse de 9,7 %. Cette évolution des dépôts est imputable à la progression observée au niveau de toutes ses catégories dont les dépôts à vue (+9,7 %), ceux d'épargne (+9,6 %) et à terme (+9,8 %). Conséquemment, le ratio « Prêts bruts/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est établi à 35,2 % au mois de mai 2020 contre 36,2 % au mois mars 2020, soit une baisse de 100 points de base.

D'octobre 2019 à mai 2020, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 16,4 milliards de gourdes contre 15,4 milliards au cours de la même période de l'exercice 2018-19, soit une progression de 6,5 %. Cette évolution du PNB résulte de la progression des revenus nets d'intérêts (+14 %) tandis que les autres revenus ont chuté de 2 % sur la même période. Aussi, étant donné les hausses respectives de 11,6% et de 106,4% des dépenses d'exploitation et des charges de dotation à la provision pour mauvaises créances, le bénéfice net cumulé sur la période a atteint 4,5 milliards de gourdes contre 4,9 milliards un an auparavant, soit une diminution de 9 %.

En ce qui a trait aux ratios financiers clés du système bancaire au mois de mai 2020, on a pu observer une baisse de la qualité de l'actif, en témoigne l'évolution du coefficient d'arrérage. En effet, le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts », qui est le principal indicateur de la qualité de l'actif, s'est établi à 7,48 % contre 6,67 % au 31 mars 2020. De même, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a légèrement reculé passant à 60,53% au 31 mai 2020 contre 62,72 % au 31 mars de la même année.

S'agissant de la structure financière du système, on a pu observer une relative baisse par rapport au second trimestre de l'exercice en cours avec un léger recul du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif. En effet, l'assise financière du système est passée de 7,92 % au mois de mars 2020 à 7,50 % au

31 mai 2020. Dans le même temps, le ratio dépôts en pourcentage de l'actif, qui s'était fixé à 81,37 % en mars 2020, a atteint 82,04 % au mois de mai 2020.

En ce qui concerne les ratios de rentabilité du système bancaire, une baisse peut être observée en glissement annuel. En effet, le rendement de l'actif (ROA), sur une base cumulée d'octobre 2019 à mai 2020, a affiché 1,57 % contre 2,09 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Il en est de même du ROE qui s'est affiché à 19,83 % d'octobre 2019 à mai 2020 contre 24,26 % sur la même période un an auparavant.

Parallèlement, se rapportant au rendement moyen des prêts productifs sur une base cumulée depuis octobre 2019, une légère détérioration a été constatée. En effet, ce rendement est passé à 11,39% contre 11,45 % sur la même période de l'année précédente. Pour sa part, la rémunération des dépôts s'est légèrement améliorée, passant à 1,22 % en termes cumulés d'octobre 2019 à mai 2020 contre 1,17% sur la même période un an auparavant.

Au mois de mai 2020, on a observé une évolution à la hausse de la dollarisation du système bancaire en tenant compte des différents ratios retenus pour mesurer ce phénomène. Ainsi, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 66,33 % au 31 mars 2020 à 69,05% au 31 mai 2020. De son côté, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a augmenté de 139 points de base à 57,32% au 31mai 2020. En ce qui a trait à l'actif en devises converties, il représentait 61,05 % au 31 mai 2020 contre 58,19 % au 31 mars 2019.

S'agissant de l'évolution des taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, les taux d'intérêt moyens sur les prêts se sont établis à 15,87 % en mai 2020 contre 13,5 % en mars 2020, soit une hausse de 237 points de base. Parallèlement, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme (DAT) se sont inscrits à 4,34 % en mai contre 4,95 % au mois de mars de l'exercice en cours. Par rapport à cela, le spread d'intermédiation financière a augmenté passant de 8,55 % au second trimestre 2020 à 11,53 % au mois de mai 2020.

S'agissant des opérations en devises, le taux d'intérêt moyen sur les prêts s'est chiffré à 10,13 % en mai 2020 contre 10,60 % à la fin du second trimestre de l'exercice en cours, soit une baisse de 47 points de base. Du côté des taux sur les DAT, ils se sont chiffrés à 1,36 % en mai 2020 contre 2,21 % en moyenne au premier trimestre 2020, soit une baisse de 85 points de base. Ainsi la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars a atteint la barre de 8,77 % contre 8,39 % au deuxième trimestre 2020, ce qui correspond à une hausse de 38 points de base.

VI- PERSPECTIVES

Les perspectives de l'économie haïtienne au cours du prochain trimestre dépendent de trois facteurs majeurs. Le climat sociopolitique avec comme corollaire la situation sécuritaire ; l'évolution de la pandémie de coronavirus, notamment en lien avec la réouverture des frontières et finalement la sévérité de la saison cyclonique avec son impact potentiel sur le secteur agricole. En effet le climat sociopolitique et la situation sécuritaire seront particulièrement déterminants pour le niveau d'activité du secteur tertiaire, l'évolution des recettes publiques et son effet ultime sur le recours par l'État au financement de la Banque Centrale. Quant à la situation sanitaire liée au coronavirus, elle devrait jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la situation économique avec un impact particulier sur les entrées de visiteurs, les dépenses de l'État ainsi que la demande externe pour les exportations. Finalement, les risques liés à la saison cyclonique devraient continuer à peser sur la performance du secteur agricole ainsi que la disponibilité de denrées alimentaires sur les marchés.

Dans ce contexte, la BRH demeurera proactive afin d'adapter ses mesures aux besoins de la conjoncture. De plus, dans le but de réduire l'asymétrie d'information auprès de la population et d'assurer une meilleure efficacité des mesures prises par la Banque Centrale, une campagne d'éducation financière a été lancée au cours du mois de juin 2020. De plus, de concert avec les autorités budgétaires, elle entend poursuivre les négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de la signature prochaine d'un programme de référence (SMP). La signature de cet accord devrait permettre un support des partenaires financiers internationaux, tout en facilitant la mise en œuvre de réformes structurelles susceptibles de conduire à une croissance économique soutenue et inclusive.